



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 BETHUNE

Lille, le 26 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

POLYNT COMPOSITES FRANCE

BP 19
DROCOURT
62320 Drocourt

Références : B2-141-2023

Code AIOT : 0007000789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2023 dans l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE implanté Route d'Arras B.P 19 62320 Drocourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLYNT COMPOSITES FRANCE
- Route d'Arras B.P 19 62320 Drocourt
- Code AIOT : 0007000789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de DROCOURT s'étend sur un terrain d'une superficie de 34 hectares implanté sur deux communes DROCOURT et ROUVROY dans le département du Pas-de-Calais et emploie environ 200

personnes (hors intérim et entreprises extérieures). Toutes les installations et la majeure partie du site se trouvent sur la commune de Drocourt tandis qu'une partie du terrain non utilisé se trouve sur la commune de Rouvroy.

Créé en 1954 sous la bannière de Norbenzol, l'établissement POLYNT COMPOSITES FRANCE de Drocourt est le seul site en France du groupe italien POLYNT. Ce groupe a fusionné en 2017 avec l'américain Reichhold.

Le site de DROCOURT est spécialisé dans la conception de :
résines polyester et vinylester (synthèse et mélanges notamment à des fins d'anticorrosion depuis 2011) ;
de gelcoat (peintures réactives) ;
de colles (pâtes à modeler fibrées permettant de la soudure à froid) ;
d'un nettoyant industriel COV-free ;
d'additifs dans un atelier depuis 2004 en partenariat avec ARKEMA.

Le site est soumis à autorisation pour 12 rubriques dont les rubriques 4120-2-a, 4130-2-a, 4511-1 et 4150-1.

L'établissement est autorisé par différents arrêtés préfectoraux pris entre 1970 et 2018. Son fonctionnement est encadré en particulier par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2014, qui constitue le dernier donné acte d'étude de dangers pour ce site. Cet arrêté a été modifié le 10 octobre 2018, pour acter le classement Seveso Seuil Haut du site par cumul de différentes substances éco-toxiques, en application de l'article R. 511-11 du Code de l'Environnement.

Le site est également classé « IED » pour la rubrique 3410-h de la nomenclature des installations classées : « fabrication de produits chimiques organiques tels que h) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose) » pour laquelle les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées sont celles du BREF POL (fabrication de polymères).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des situations d'urgence : Exercice Plan d'Opération Interne
- Simulation d'un incendie dans une cuvette du parc à fûts de liquides inflammables (PAF)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	POI - Mise à jour	Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.10	/	Observation n°1
2	POI-Déroulement	Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.10	/	Demande de compléments n°1

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	POI-Diffusion	Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.10	/	Demandes de compléments n°2 et 3
4	POI - Amélioration continue	Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.10	/	Observations n°2 à 4
5	POI - Exercice	Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.10	/	Demande de compléments n°4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 12/06/2023, l'exploitant a procédé à l'exercice annuel POI qui a porté sur le scénario d'incendie d'une cuvette de son parc à fûts de liquides inflammables (PAF), ce dernier étant pour la première fois dans son aménagement pérenne.

Le scénario choisi a permis de tester, en présence des services de secours et d'incendie, l'organisation du site face au risque incendie.

L'exercice a montré la maîtrise de l'exploitant dans la gestion de son POI appliquée au PAF et, plus particulièrement, dans sa capacité à gérer de manière autonome (en moyens humain et matériel) un incendie de liquides inflammables au niveau du PAF.

Des policiers ont également assisté à l'exercice.

A l'issue de cet exercice, des recommandations ont été formulées par le SDIS et l'Inspection, en sus de celles faites par le personnel du site, que l'exploitant devra prendre en compte dans son plan d'actions et tracer dans le compte-rendu de l'exercice.

Il devra également finaliser la mise à jour de son POI et en assurer la diffusion aux autorités dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : POI - Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.10
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) en vue de :</p> <ul style="list-style-type: none"> – contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; – mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. <p>Le P.O.I définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l'environnement contre les effets des accidents majeurs.</p> <p>Il est rédigé sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière mise à jour du POI du site transmise à l'Inspection en version informatique et papier est en date de décembre 2020. Cette version a été transmise par courrier du 28/12/2020 et devra être mise à jour au plus tard fin 2023 pour respecter la fréquence de révision triennale.</p> <p>Lors de l'exercice POI, la version 4 de 2023 a été utilisée. Cette dernière prend en compte l'aménagement pérenne du Parc à Fûts (dit PAF) conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 2/09/2020 et la capacité à gérer de manière autonome en moyens humain et matériel un incendie de liquides inflammables.</p> <p>La stratégie de défense incendie de l'exploitant est basée sur une extinction d'un feu de cuvette du PAF en 20 minutes .</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Observation n°1 :</u></p> <p>L'exploitant diffusera la dernière version en vigueur du POI aux autorités.</p> <p>Il lui est également rappelé que la version 2023 doit satisfaire à l'ensemble des obligations nouvelles prises suite aux accidents Lubrizol 1 et 2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.10
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I., jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan de secours externe par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.</p> <p>Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I et, s'il existe, au Plan Particulier d'Intervention (P.P.I).</p>
<p>Constats :</p> <p>Dès l'alerte donnée, l'exploitant a déclenché son POI en suivant le schéma d'alerte (§ 1-1.) puis la fiche correspondante au PAF (intitulée "fiche de la zone 6 /PAF : Feu de cuvette réservoirs GRVs et fûts mobiles").</p> <p>La fermeture des portes des cuvettes via l'actionnement de la commande située à l'entrée du PAF comme les dispositifs d'arrosage en mousse de la cuvette, via la connexion, au niveau de l'abri PAF, du camion incendie du site lui-même relié à un poteau incendie, ont fonctionné.</p> <p>Ce premier exercice POI sur le PAF réaménagé a permis de constater le remplissage en moins de 20 min de la cuvette en feu de mousse avec les seuls moyens du site (humains et en matériel) conformément à la stratégie incendie développée dans son POI.</p> <p>La phase d'évacuation de la mousse haut foisonnement utilisée dans la cuvette ne faisait pas partie de l'exercice.</p> <p>La société KALI'AIR, avec laquelle l'exploitant a contracté pour effectuer les prélèvements des produits de décomposition dans l'air lors de l'incendie a été contactée et est arrivée en environ 1 heure sur site. Il a été constaté dans son camion la présence de canisters ainsi que d'équipements pour prélever l'air et l'analyser en continu.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Demande de compléments n°1 :</u></p> <p>En cas de puisards dans les cuvettes ou de tout autre système de collecte et vidange, l'Inspection demande à l'exploitant de lui indiquer comment sont gérés les liquides collectés dans les cuvettes de rétentions du Parc à Fûts. En particulier, l'exploitant détaillera les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Où sont acheminés les liquides collectés ? - Sont-ils analysés / traités ? Si oui, comment ? - Y a-t-il des obturateurs mis en place par défaut sur ces puisards ? Sinon, y a-t-il un risque de mise en communication avec le rejet du site ? - Comment sont gérées les eaux météoriques ? <p>En l'absence de système d'évacuation, l'exploitant précisera comment il gère les fuites, eaux ou tout produit pouvant être déversés dans les cuvettes et notamment en cas de sinistre ou encore les eaux météoriques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : POI-Diffusion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.10
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le P.O.I. est cohérent avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>[...]</p> <p>Il est diffusé pour information, à chaque mise à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en double exemplaire à l'inspection des installations classées (DREAL : unité territoriale et service Risques) au format papier. Une version électronique et opérationnelle du P.O.I est envoyée conjointement à la version papier à l'inspection des installations classées ; • au SDIS qui précisera le nombre d'exemplaires à transmettre en fonction des nécessités opérationnelles ; • à la Préfecture. <p>À chaque nouvelle version du P.O.I, le personnel travaillant dans l'établissement, y compris le personnel sous-traitant est consulté dans le cadre du CSE (Comité Social et Economique).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI est disponible au poste de commandement de l'établissement (PC Ex) en version papier.</p> <p>La version 4 de 2023, utilisée lors du présent exercice, n'a pas été diffusée aux autorités telles SDIS 62, DREAL et préfecture.</p> <p>La version transmise aux autorités est celle de décembre 2020 en version papier et version électronique.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Demande de compléments n°2 :</u></p> <p>Deux exemplaires en format papier devront être adressés à la Dreal (Unité territoriale et Service Risques) en sus de la version informatique.</p> <p><u>Demande de compléments n°3 :</u></p> <p>L'exploitant informera la Dreal de la date retenue pour la présentation de la version 4 du POI au CSE puis transmettra l'avis rendu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : POI - Amélioration continue

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.10
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment : <ul style="list-style-type: none"> l'organisation de tests périodiques (a minima annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention, la formation du personnel intervenant, l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage), la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus, la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.
<p>Constats :</p> <p>L'exercice 2023 s'inscrit dans le double processus de formation des agents du site à l'application du plan d'opération interne (POI) ainsi que d'amélioration continue des dispositions de ce plan.</p> <p>Les objectifs de l'exercice portaient sur les items suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> vérification de la chaîne d'alerte (connaissance des opérateurs, validité des numéros de téléphone) test de l'organisation interne en situation accidentelle (montée en puissance avec armement du PC Exploitant -PC Ex- en salle et du PCA sur le terrain) réactions de l'équipe d'intervention du site test du scénario d'incendie de cuvette du Parc à fûts de LI avec mobilisation de moyens fixes et mobiles du site afin d'éteindre le feu en 20 minutes depuis le top mousse comme décrit dans la stratégie incendie de LI du site (fiche du POI) collaboration avec les services de secours présents au PC Ex. <p>Ces objectifs ont été atteints.</p> <p>Etapes clés reportées sur la main courante au PC Ex. :</p> <p>14h34 : sirène POI déclenchée pour feu sur citerne au PAF</p> <p>14h41 : extension du feu à la cuvette F de fûts de LI</p> <p>14h51 : info sur les points de rassemblement et pointage du personnel en cours</p> <p>14h52 : fermeture des portes des 6 cuvettes à partir de l'action sur le bouton poussoir situé à l'entrée du PAF</p> <p>15h00 : début de l'injection de mousse dans la cuvette F en feu à partir des 8 boîtes à mousse accrochés aux parois de la cuvette</p> <p>15h11 : lance mise en place pour extinction du feu du camion</p> <p>15h13 : cuvette pleine (léger débordement), feu éteint</p> <p>15h17 : situation maîtrisée, 2ème levée de doute avec ARI, personnel manquant retrouvé</p> <p>15h45 : analyse de l'air en cours (prestataire arrivé sur site avec le matériel nécessaire pour réaliser les prélèvements et analyse d'air après appel au cours de l'exercice POI) -> test également du temps d'arrivée sur site.</p>

L'exercice a permis de vérifier :

- le remplissage de la cuvette de mousse en moins de 20 minutes en utilisant uniquement la réserve fixe d'émulseur connectée à l'abri feu du PAF,
 - l'arrivée sur site selon les conditions définies au contrat du prestataire choisi par l'exploitant pour les prélèvements et analyses d'air en cas d'incendie.
- L'utilisation des réservoirs mobiles d'émulseurs situés à proximité n'a pas été nécessaire.

Néanmoins, l'Inspection a relevé que, lors de l'exercice POI du 12/06/2023, les portes des rétentions du Parc à fûts ont été refermées 11 minutes après propagation du feu de la citerne à l'une des rétentions, et 18 min après le début d'incendie dans la zone.

En cas d'incendie et, dans l'attente de la mise en service des moyens de lutte incendie, ces délais semblent trop longs pour que la rétention soit jugée efficace, c'est-à-dire qu'elle puisse retenir une nappe enflammée de Liquides Inflammables éventuellement en mélange avec des Solides Liquéfiables Combustibles (SLC).

L'Inspection note également que l'extinction du camion en feu, à l'origine de l'incendie dans la cuvette F a été gérée après l'incendie de cette dernière, l'exploitant ayant jugé que les conséquences du feu de cuvette étaient plus importantes que de celui du camion et ne gênait pas la gestion du sinistre sur la cuvette.

Observations :

Observation n°2 :

En salle POI (PC Ex.), la fiche réflexe du POI relative au scénario n'a pas été sortie du classeur POI disponible. Sur la main courante, n'ont pas été noté notamment l'heure de la 1ère levée de doute sur le terrain, du déclenchement du POI, de la maîtrise de l'incendie initial sur le camion/citerne, ni de la levée du POI. L'exploitant veillera à reporter sur la main courante toutes les étapes clés de l'exercice POI et du déroulement des consignes de ce dernier.

Observation n°3 :

En cas de sinistres simultanés, l'exploitant veillera à les gérer le plus rapidement possible et s'il n'est pas en mesure de les gérer en même temps, à en prioriser le traitement en fonction de l'importance des effets associés, à documenter l'ordre décidé par l'équipe POI ainsi qu'à mettre en place les moyens nécessaires pour contenir les effets de ceux qui seront gérés dans un second temps.

Observation n°4 : L'Inspection demande l'exploitant de lui justifier dans quelle mesure il écarte tout risque de propagation d'une nappe enflammée hors de la rétention avec les modalités en vigueur pour la fermeture des portes des rétentions. Dans cet argumentaire, l'exploitant pourra notamment tenir compte de la configuration des rétentions : présence d'un seuil au niveau des portes, placement des portes par rapport aux pentes / puisards.

Si l'efficacité des rétentions ne peut être ainsi démontrée, l'exploitant devra revoir les modalités de fermeture des portes des rétentions du Parc à Fûts pour appliquer la doctrine nationale à savoir la fermeture par défaut des portes des rétentions contenant des LI..

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2018, article 3.10
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I. Ces exercices incluent les installations classées voisines susceptibles d'être impactées par un accident majeur.</p> <p>Leur fréquence est a minima annuelle. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice.</p> <p>Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées et le SDIS de la tenue de l'exercice POI 2023 par courrier du 15/05/2023.</p> <p>Les équipes du SDIS ont participé à l'exercice sans mobilisation de moyens.</p> <p>A ce jour, le compte-rendu accompagné du plan d'actions et d'amélioration n'a pas encore été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le compte-rendu détaillera les échanges avec les entreprises extérieures susceptibles d'être impactées (notamment celles situées en face du site de l'autre coté du bd Picasso).</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Demande de compléments n°4 :</u> L'exploitant transmettra dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, le compte-rendu accompagné du plan d'actions et d'amélioration prenant en compte le retour d'expérience de l'exercice du 12/06/2023.</p> <p>Il veillera à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - y prendre en compte les recommandations formulées par les différentes parties lors du débriefing comme par le SDIS en termes de vigilance quant à la taille suffisante de l'équipe POI, au report de plusieurs "missions POI" sur un même agent afin que ce dernier puisse les assurer de la meilleure manière et que la gestion du sinistre soit efficiente et enfin au détachement de la fonction de DOI de l'opérationnel ; - y détailler les échanges avec les entreprises extérieures susceptibles d'être impactées (notamment celles situées en face du site de l'autre coté du bd Picasso comme la société BOZELEC). <p>Lors des prochains exercices POI, l'exploitant est invité à faire participer ces entreprises voisines.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet